

Daniel Bensaïd

**L'année 68**

## **« Une convergence de résistances et de révoltes »**

*Selon le philosophe Daniel Bensaïd, Nicolas Sarkozy fait de Mai 68 le bouc émissaire des dégâts de la contre-réforme libérale. Alors que celle-ci est en réalité la conséquence de la défaite du mouvement.*

Le discours versaillais de Nicolas Sarkozy, le 29 avril, à Bercy, avait le ton de la revanche sociale : « Mai 68 nous avait imposé un relativisme intellectuel et moral... Le culte de l'argent roi et du profit à court terme a été porté par les valeurs de Mai 68 [...]. Je propose aux Français de rompre réellement avec l'esprit, avec les comportements, avec les idées de Mai 68. Je propose aux Français de rompre réellement avec le cynisme de Mai 68. Je propose aux Français de renouer en politique avec la morale, avec l'autorité, avec le travail, avec la nation. » Travail, famille, patrie : la trilogie vichyste au grand complet.

Avec cette oraison funèbre de l'esprit de Mai, la boucle de la révision historique est bouclée. En 1978, c'était déjà la cérémonie des adieux : l'ordre était rétabli au Portugal, et la gauche divisée avait perdu les élections législatives. En 1988, en prélude aux fastes dépolitisés du Bicentenaire, c'était la réécriture mitterrandienne de Mai 68 comme prémisse à la modernisation et tremplin vers la gloire d'une génération hédoniste. Un an avant le quarantième anniversaire, Sarkozy escamote d'un tour de bonneteau la plus grande grève générale, et fait de Mai 68 le bouc émissaire des dégâts de... la contre-réforme libérale !

Les méfaits dont le Président accuse 68 – l'argent roi, la course au profit, la concurrence de tous contre tous – sont, non les effets différés de 68, mais les conséquences de sa défaite, et du reflux qui s'est ensuivi. Dans *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Luc Boltanski et Ève Chiapello soulignent le divorce entre « une critique sociale » (de l'inégalité et de l'injustice) et une « critique artiste » de l'aliénation dans le travail comme dans la vie quotidienne. Ce divorce n'a rien de naturel. En 1968, au contraire, l'aspiration à davantage de liberté individuelle, à une évolution des mœurs, à une révolution sexuelle se conjuguaient fort bien avec l'espoir d'une révolution sociale. Et l'épanouissement de l'individu ne s'opposait en rien aux solidarités et à l'émancipation collective.

La ruse de l'histoire fit que l'accès de la gauche respectueuse aux affaires, lointain écho de 1968, en ait été la négation. Ce furent les années Tapie, les années Séguéla, les années Lang, celles des privatisations et du cooing, du pain (un peu), des jeux (beaucoup) et des monuments. Quadragénaire, la génération 68, devenue « génération Mitterrand », célébrait sa propre promotion sociale : faites vos dévotions quotidiennes au Cac 40 et enrichissez-vous grâce au miracle bien plus stupéfiant que celui de la multiplication des pains, de l'argent qui fait de l'argent.

Pourtant, qu'est-ce qui fait que Mai 68 a aujourd'hui encore un écho symbolique important, dans le monde peut-être plus qu'en France même ? S'il s'était agi simplement d'un mouvement étudiant ou d'une explosion juvénile, on en parlerait comme on évoque le mouvement contre la guerre du Vietnam sur les campus américains ou la révolte des provos dans les rues d'Amsterdam. Dans la plupart des pays capitalistes développés, les mœurs ont évolué, l'individualité s'est affirmée, le

droit à l'avortement a été conquis, sans qu'il ait été besoin pour cela de la grève générale la plus longue et la plus massive de l'histoire de France. Était-ce la der des ders des luttes ouvrières du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles ? L'ultime baroud du monde de Zola, du Front pop et de la Libération ? Ou la première grève du XXI<sup>e</sup> siècle, dans un pays à large majorité urbaine, où le salariat représente plus de 80 % de la population active, où la classe travailleuse rassemble sous son hégémonie la petite paysannerie, la jeunesse scolarisée, une fraction importante des techniciens et cadres, et où des équipes de foot se déclarent en autogestion ? Sans doute un peu des deux : une grève charnière, entre « déjà plus » et « pas encore », entre ce qui s'efface doucement et ce qui s'annonce à peine.

Mai 68 n'est pas une affaire nationale, strictement franco-française. C'est un événement global, un moment de convergence des résistances et des révoltes. On en parlerait bien différemment s'il ne faisait pas écho, non seulement aux usines occupées hérissées de drapeaux rouges, mais aussi à l'offensive du Têt de février 1968 au Vietnam, au printemps de Prague, à l'agitation des étudiants polonais, à la révolte de la jeunesse pakistanaise, au mouvement antiguerre aux États-Unis, aux dernières braises de la révolution culturelle en Chine, au massacre de Tlatelolco et aux poings levés gantés de noir sur le podium olympique. 68 est donc la date symbolique d'un instant propice où l'édifice despotique du stalinisme révélait ses lézardes, où les luttes antibureaucratiques à l'Est, les révolutions coloniales en Algérie, en Indochine, en Palestine, dans les colonies portugaises semblaient pouvoir se lier aux mobilisations ouvrières en France et en Italie.

Le reflux des années 1970 a ouvert la voie à la contre-attaque des années Thatcher/Rea-

gan. Le spectre de la révolution sociale et profane reculait. Venait le temps des révolutions de velours et des révolutions sacrées. Foucault fut des premiers à saisir en Iran ce changement d'époque.

À moins de céder à une vision fataliste de l'histoire et à un déterminisme paradoxal,

force est de rappeler aujourd'hui qu'autre chose fut possible au seuil des années 1970, qui nous aurait épargné bien des tourments actuels. Certes, ce furent aussi des années d'illusions. Celles de la croissance illimitée, de l'abondance à portée de main, qui autorisait à exiger « tout, tout de suite », celle de « vivre

sans temps mort et de jouir sans entraves ». Ce sera plus long, aurait dit le prophète Jérémie, et plus difficile que nous ne l'imaginions. Mais « changer le monde » n'en est pas moins plus nécessaire, et surtout plus urgent encore, qu'il y a quarante ans.

*Politis*, 26 juillet 2007